

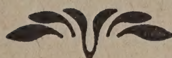
La Situation religieuse
des Peuples de l'Afrique occidentale et équatoriale française

RAPPORT
présenté à la Conférence consultative des Comités auxiliaires des Missions, réunie le 7 novembre 1922 à l'occasion des Fêtes du Centenaire de la Société des Missions de Paris

PAR

M. E. ALLÉGRET
directeur adjoint

(Extrait du « *JUBILÉ CENTENAIRE* »)



SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉVANGÉLIQUES
102, boulevard Arago, Paris

1923

1 A



LA SITUATION RELIGIEUSE DES PEUPLES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Rapport de M. E. ALLÉGRET

Introduction. — L'Afrique Occidentale et Equatoriale traversent une *crise* extrêmement grave : crise *sociale, politique, économique, religieuse* et *morale.*

Le XIXe siècle a été pour toute l'Afrique, centrale, occidentale et équatoriale, un siècle de guerres sanglantes, qui ont amené de grandes migrations de peuples : siècle des grands chasseurs d'esclaves qui ont dépeuplé des régions entières, siècle des grands aventuriers qui ont fondé de puissants empires en répandant des flots de sang, comme Adama, Amadou, Samory et tant d'autres. La fin du siècle a vu la chute des grands empires du Soudan : celui des Sonraï, des Peulhs, celui du Bornou.

Dès le début du siècle aussi, les Musulmans avaient repris leur marche en avant, soit par conquête, soit par lente infiltration commerciale et religieuse.

Vers 1875, les peuples fétichistes de la Haute-Sangha luttaient encore contre l'invasion islamique, tandis que les premiers commerçants haoussas arrivaient par étapes successives jusqu'aux villes de la côte. De nombreuses populations Bantoues, d'autre part, cherchaient un habitat définitif et entraient en lutte avec celles qui les avaient précédées.

Tout était en ébullition, en fermentation dans cette Afrique qu'on se représentait volontiers comme une terre endormie, où les noirs coulaient des jours paisibles et éternellement semblables.

C'est alors que commença la grande période des conquêtes coloniales. L'arrivée de nos troupes fut pour de nombreuses populations une véritable libération ; elles établirent l'ordre et la paix, percèrent des routes, ouvrirent au commerce des débouchés insoupçonnés.

Mais cela ne se fit pas sans apporter à ces malheureuses populations de nouveaux fléaux : le contact avec notre civilisation fut tout d'abord, pour tous les peuples de la côte, un puissant facteur de démoralisation. Je ne parlerai même pas de l'alcool ; cette page honteuse d'une exploitation coloniale qui a fait tant de victimes, appartient heureusement au passé, en bonne partie du moins. Officiellement, on lutte partout contre l'alcool ; il faut veiller seulement — en Afrique comme chez nous — à ce que les lois protectrices de l'indigène soient toujours appliquées.

Par les routes ouvertes, et grâce aux communications plus faciles, de nouvelles épidémies se répandirent dans l'intérieur, dévastant des régions entières : tuberculose, méningite cérébro-spinale, fièvres typhoïdes, influenza ; le portage, les rudes travaux des routes et des chemins de fer, les exactions parfois des troupes indigènes vinrent encore accélérer la dépopulation, qui a pris des proportions *absolument effrayantes* : des régions entières sont presque désertes.



Crise sociale. — Il y eut, cependant, une période de grande prospérité matérielle qui fit illusion aux observateurs superficiels.

Mais la guerre survint. Les idées sont comme ces graines légères que le vent va semer très loin ; l'Afrique tout entière a été largement ensemencée ! Les

nouvelles circulent rapidement de tribu à tribu et le bruit du canon a été entendu partout. Jusque dans des villages très reculés de l'intérieur, les indigènes demandaient des nouvelles de la « grande guerre » des blancs. Ils ont senti le vent de la tornade passer sur eux ; ils ont été ébranlés sans comprendre les causes profondes qui l'avaient déchaînée. Quelque chose qui ressemble au sentiment de la solidarité humaine a vibré en eux, mais en même temps, ils étaient étonnés, scandalisés, effrayés. Quelque chose aussi s'écroulait : le prestige du blanc, et surtout la confiance qu'ils avaient en lui. En même temps, s'éveillait partout, plus ou moins distinctement, le sentiment de race, de nationalité, le sentiment des droits de l'homme.

Le retour de milliers de tirailleurs, qui, pour la plupart, rapportaient autre chose que le respect de l'Européen et de la femme blanche, la propagande panafricaine venue d'Amérique et des colonies anglaises, les tracts communistes, bolchevistes, dont certains points de la côte ont, paraît-il, été inondés, une instruction primaire largement répandue sans le contre-poids nécessaire d'une éducation morale, d'une éducation de la conscience, l'influence d'un esprit, démocratique parfois à l'excès — on a fondé au Sénégal, au Congo, en Guinée aussi je crois, des sections de la Ligue des Droits de l'Homme et des Loges maçonniques, — enfin, au point de vue matériel, la famine à l'état endémique dans bien des régions,... tout cela a troublé, grisé, désaxé les esprits, et créé partout un sourd mécontentement, un malaise profond.

Je m'imagine qu'il a dû se passer quelque chose d'analogue pour les populations de moujiks entraînés tout d'abord par des rêveurs ou des ambitieux sans scrupules, puis terrorisés par eux.

Au point de vue *social,* tout est ébranlé ; les anciens cadres de la famille et de la tribu n'existent presque plus ; toute l'organisation ancienne s'est effondrée. « La famille indigène s'affaiblit. Affaiblie, elle laisse sans autorité l'ancêtre, son chef, et, dès lors, c'est le pouvoir politique indigène qui s'effrite avec la puissance familiale. Les indigènes émancipés constituent des collectivités inorganisées qu'aucune tradition de race, aucune coutume propre, aucune discipline ne coordonnent et ne soutiennent, et vis-à-vis desquels la force seule de notre occupation impose l'apparence d'une réglementation. » (*Le Matin,* d'Anvers, 8 avril 1922).



Crise économique. — Au point de vue *économique,* la crise que nous traversons a eu en Afrique une profonde répercussion. Les marchandises d'Europe sont à des prix exagérés, les produits indigènes se vendent mal, de sorte que souvent l'indigène n'a plus d'intérêt, plus de goût pour le travail. De plus, les plantations de palmiers sélectionnés, les plantations de caoutchouc qu'on a faites ailleurs, chez les Hollandais, par exemple, menacent deux des exportations principales de l'A. O. F. et de l'A. E. F. : l'huile de palme et le caoutchouc. On a peu planté, on a exploité les richesses naturelles, et le moment vient où la lutte avec des produits de qualité supérieure ne sera plus possible, si on n'adopte pas de nouvelles méthodes.



Crise morale. — Au point de vue *moral,* la situation est pire encore. Des convoitises nouvelles ont été éveillées, des vices nouveaux se sont substitués ou

superposés aux anciens. En civilisant les indigènes, nous avons augmenté leur puissance d'action, nous leur avons donné de nouvelles armes, sans développer leur raison et leur conscience.

Nous avons, en quelque sorte, décuplé la force et la vitesse des locomotives sans améliorer une voie en mauvais état.

Plus grande est la puissance d'action, plus grand est le péril et plus redoutable la destruction.



Crise religieuse. — Aussi la crise est-elle avant tout, à regarder le fond des choses, une *crise religieuse.* Il n'y a plus rien pour diriger la vie, plus rien sur quoi on puisse s'appuyer ! Il y a là, pour ne parler que du domaine colonial français, vingt millions d'hommes qui se sont ébranlés, qui aspirent à une vie supérieure, une vie à laquelle leur race a droit, et qui cherchent des guides et une route.



Les remèdes. Paganisme. — Ils ont essayé, partout, de revenir à l'*ancien paganisme*. Les sociétés secrètes ont refleuri avec leurs rites sanglants, mais ils ne peuvent plus reprendre confiance dans leurs anciens fétiches.

Islam. — L'*Islam* est venu, et nous avons cru un instant qu'il allait s'emparer rapidement de tous ces peuples. C'était une erreur ; il donne bien satisfaction à certains besoins religieux et politiques, il apporte la connaissance intellectuelle d'un Dieu unique, il forme des cadres et une organisation sociale qui s'adaptent très bien à la vie de la tribu tout en la rattachant à une grande famille ; il pourra donner une certaine cohésion au mouvement de race hostile

aux Européens, mais il n'introduit aucun progrès réel, aucune industrie, aucun développement social ; la position de la femme, par exemple, est encore plus inférieure chez le musulman que chez le païen. Il deviendra très certainement l'adversaire le plus redoutable des missions chrétiennes et aussi des puissances coloniales. Mais jusqu'ici ses progrès ont été lents et tout en surface (1). Les populations ont tellement souffert de la traite des esclaves et des conquêtes brutales du dernier siècle qu'elles hésitent à se donner à lui : un homme libre, dans bien des régions, ne devient pas musulman, il perdrait toute autorité sur les gens de sa tribu. Elles préfèrent encore, comme certaines peuplades au sud du Tchad, quitter le pays et entrer dans la grande forêt.

Je ne veux pas dire que l'Islam ne soit pas un danger ! Malgré tout, il avance et, certainement, c'est au Soudan que se livrera entre le christianisme et l'Islam une des batailles les plus acharnées. Le devoir de la Mission évangélique est de fortifier, de développer tout un réseau de stations au milieu des tribus païennes afin de les gagner avant l'Islam.

Plus on voit de près les peuples récemment islamisés et plus on constate combien l'Islam est incapable de les sauver. Il a ajouté un poids terrible de nouvelles souffrances à l'écrasant fardeau de misères qui les accablait déjà. Et nos administrateurs ont compris que jamais l'Islam ne rapprocherait de nous les peuples fétichistes, il les séparera de nous, au contraire. La France n'a aucun intérêt à faire de l'Afrique un bloc musulman. Le péril de l'Islam demeure, mais il n'est pas trop tard encore.

(1) La circonscription de Ngaoundéré, par exemple, au Cameroun compte 120.000 habitants; les Peulhs ne sont guère que 10 à 12.000, un dixième seulement de la population totale, le reste étant fétichiste, dans ce pays qu'on regardait comme islamisé.

Efforts de l'administration. — Nos gouverneurs, nos administrateurs, les meilleurs d'entre eux, et je puis presque dire la majorité d'entre eux, ont compris la gravité de la situation, et l'orientation de notre politique coloniale a bien changé. Vous vous souvenez peut-être que je vous avais signalé les premiers symptômes de ce changement, il y a trois ans... C'est maintenant chose faite. Il est très intéressant à ce point de vue de relire les discours du Ministre des Colonies et les arrêtés ou les circulaires des gouverneurs. On s'efforce de soutenir, de fortifier les groupements ethniques, on recommande le respect de toutes les coutumes qui ne sont pas contraires à nos lois, on essaie de restaurer l'autorité des chefs, enfin on veut pratiquer la *politique d'association.*

La politique coloniale française, écrit M. Sarraut, voit en nos protégés, quelle que soit la couleur de leur peau, quel que soit le retard de leur évolution, des *hommes* et non une masse anonyme et servile, des âmes et non un troupeau d'ergastules ou des éponges fiscales. Elle n'opprime pas, elle libère ; elle n'épuise pas, elle féconde ; elle n'exploite pas, elle partage...

Dans l'argile informe des multitudes primitives, elle modèle le visage d'une nouvelle humanité. (Albert Sarraut: *La mise en valeur des Colonies françaises,* 12 avril 1921).

Il y a quelques jours, présidant à la séance de rentrée de l'Ecole coloniale, le Ministre exhortait les élèves à devenir une élite, par la science sans doute, mais plus encore par la *conscience :* il appelait la carrière coloniale « un apostolat pour la patrie,... qui s'en va créer de l'espoir et de la joie avec sa peine et sa douleur. » (*Dépêche Coloniale,* 4 novembre 1922).

La formule de ce qu'il y a de plus noble, de plus idéal dans cette politique serait celle-ci : apporter la Déclaration des Droits de l'Homme interprétée par saint Vincent de Paul.

Je suis un trop vieux colonial pour croire encore beaucoup aux discours ou aux formules, surtout lorsque cette politique doit être appliquée par des hommes dont quelques-uns ont moins d'idéal, moins de conscience, moins de moralité qu'avant la guerre, mais cependant le moins qu'on puisse accorder c'est que si ces conseils, ces formules, ces directives sont répétés lors de toutes les manifestations officielles, inspirent les arrêtés de nos gouverneurs, c'est parce qu'ils répondent aux besoins d'une situation nouvelle et l'orientation de cette politique rend la collaboration de la Mission et du Gouvernement beaucoup plus facile.

Il y a plus : cette politique est, dans un certain sens, un des fruits de la guerre, qui a fait aux Etats civilisés l'obligation impérieuse d'appliquer en matière de colonisation, une morale conforme aux idées de droit pour lesquelles nous avons versé tant de sang; c'est un fait qu'elle devra être appliquée dans les colonies à mandat, sous le contrôle de la Société des Nations, et qu'il y a là, suivant l'affirmation même du Ministre, « la première expression d'un état de cnoses futur, qui, dans la solidarité croissante de la vie universelle, soumettra la gestion des peuples colonisateurs à l'observation vigilante des autres pays. » (*La Dépêche Coloniale*, 4 novembre 1922).

Je suis convaincu enfin que cette politique est la seule possible si nous voulons que notre domaine colonial soit une force et non un fardeau ; je dirais plus : sans elle, nous ne pourrons pas le conserver. Les indigènes ne sont plus ce qu'ils étaient. L'instruction qu'on a répandue, a développé chez eux l'esprit critique: ils nous observent, ils jugent nos actes ; toujours sensibles à la justice, ils le deviennent de plus en plus pour les rapports des Européens et des

Africains. Vous savez que certains d'entre eux, sur les bords du Niger, comme au Sud de l'Afrique, ont déjà commencé à se servir du droit de grève ! (1).

Il y a tout un ensemble de symptômes qui ne permettent plus aux coloniaux avisés de fermer l'oreille aux sourdes, mais, ici et là, déjà très conscientes revendications de la race noire.

Remarquez enfin, Messieurs, que cette politique nouvelle est au fond d'inspiration chrétienne, comme la Déclaration des Droits de l'homme, et comme l'interprétation suivant saint Vincent de Paul, qui est bien la seule manière de l'apporter aux Africains ! Je ne dis pas quelle soit due aux labeurs des Missions, ce serait, hélas ! en grande partie contraire à la vérité, mais il est un fait, c'est que ces devoirs de justice et de fraternité sont précisément ceux que prêche la Mission.

Il n'est pas étonnant, par suite, que le Gouvernement s'oriente de plus en plus, malgré toutes les résistances de gauche ou de droite, vers une collaboration avec les Missions. On m'a répété avec plus d'insistance encore, sous une forme ou sous une autre, ce qu'on m'avait déjà dit : « Aidez-nous ! C'est l'heure où il faut que toutes les bonnes volontés se groupent pour former cette France de demain. Nous avons besoin d'une élite, vous seuls pouvez vraiment lui donner l'éducation morale sans laquelle nous risquons de ne faire que des ratés. »

A quoi je répondis que le protestantisme français

(1) Depuis deux ou trois ans il y a eu plusieurs petites grèves sur divers points de la Côte, à Dakar en particulier. Bamako même s'est montré jaloux de Dakar. On y a vu une grève des chauffeurs d'automobiles et des ouvriers municipaux. Elle ne fut d'ailleurs ni longue, ni grave : c'était un simple geste d'avertissement, dirait-on chez nous, donné par le prolétariat indigène à la bourgeoisie coloniale, qui fut privée d'eau pendant quelques heures.

Ce ne fut qu'un simple geste... en attendant mieux, peut-être.

n'a jamais refusé sa collaboration, qu'il l'a toujours donnée et continuera à la donner dans la limite de ses forces.

Il est évident que, dans la mesure où l'administration oriente sa politique vers le développement de l'indigène, vers la mise en valeur du « capital humanité », le rôle de la Mission grandit et s'impose.

Mais cependant, tout en rendant hommage à l'œuvre accomplie par notre administration coloniale dans tous les domaines, depuis quelques années, et j'aimerais avoir le temps de vous parler par exemple de l'admirable école de médecine de Dakar, dirigée par un véritable apôtre, il est évident que tout cela — instruction, assistance médicale, développement des voies de communication, du commerce ou de l'industrie — tout cela est insuffisant, sinon inopérant, au point de vue moral tout au moins.

Panafricanisme. — Les indigènes, eux-mêmes, l'ont obscurément senti, et, alors, s'est présenté le *panafricanisme.*

« Personne ne peut nous sauver ; c'est à nous à nous organiser ; nous sommes chez nous, c'est de notre pays et de notre race qu'il s'agit. N'écoutons plus les blancs ; Dieu est le Dieu des noirs comme des blancs, mais les blancs veulent nous apporter leurs lois et leurs coutumes avec l'Evangile. Ce qu'il nous faut, c'est l'Afrique aux Africains et une Eglise africaine. » Et ils rêvent d'une sorte d'Eglise-Etat, mi-chrétienne, mi-païenne, où ils se sentiraient chez eux. Ils ont soif d'indépendance. L'évolution a été aussi rapide qu'imprévue.

Ces panafricains se recrutent, naturellement, chez ceux qui ont une certaine instruction et en particulier chez ceux qui ont déjà été travaillés par l'action missionnaire, — soit protestante, soit aussi, quoiqu'on

en ait dit, catholique. Tous ceux que gêne la discipline de l'Eglise sont aisément gagnés par eux : « Les patriarches n'avaient-ils pas plusieurs femmes ? Pourquoi donc condamner la polygamie ? Et les miracles de Moïse dans le désert ne montrent-ils pas qu'il y a quelque chose de vrai dans la puissance des féticheurs? »

Mais bientôt, au sein de ce mouvement même, des schismes se forment ; ils sont incapables d'administrer honnêtement les fonds qu'ils recueillent, et ils ne peuvent maintenir leur influence qu'en excitant la haine contre tout ce qui est européen. C'est un procédé que tous les agitateurs emploient — ailleurs qu'en Afrique !

Danger pour la race, danger pour les jeunes Eglises chrétiennes, danger pour la civilisation générale, le panafricanisme pourrait compromettre tout l'avenir du christianisme noir, et l'évolution normale de la race.

Les âmes qui ont soif de vie sentent assez vite d'ailleurs, que ce n'est pas lui non plus qui sauvera l'Afrique.

L'Evangile. — Non, ce qu'il faut, pour relever et élever ces peuples, ce sont des hommes régénérés, des foyers et des porteurs d'une vie nouvelle. Il apparaît, avec une clarté angoissante, que l'heure a sonné où il faut *absolument* et à tout prix que l'Evangile soit enfin apporté à cette partie de l'Afrique !

Par l'Evangile seul, elle peut être sauvée de l'anarchie, comme de l'Islam. De l'anarchie, car l'Evangile est la grande, la seule force de discipline intérieure ; de l'Islam, car c'est un fait constant : dès que l'Evangile a pris racine, l'Islam ne fait plus de progrès ! Un administrateur, G. Joseph, écrit à propos de la Côte d'Ivoire : « L'Islam, si intéressant et si à la portée

de la mentalité indigène, ne fait aucun progrès ; il est même en voie de régression dans certaines régions. » Et le Dr Baden, de la Nigeria, a constaté que, tandis que le nombre des chrétiens chez les Ibos, s'élevait de 2.452 à 20.663, de 1906 à 1916, l'Islam n'avait pas fait parmi les Ibos un seul prosélyte ! Cela est vrai partout où il y a des Eglises chrétiennes vivantes.

L'Evangile seul ! Mais qui le portera ?



Inquiétude religieuse. Les « réveils ». — Nous savons que c'est au moment où l'aurore va paraître que la nuit est la plus sombre et la plus froide. C'est souvent lorsque tout semble impossible, presque désespéré, que se manifeste la puissance de Dieu.

Dans le désert et dans la nuit, — au milieu d'une tribu païenne de la Côte d'Or, — tout à coup apparut un prophète, dont la mission fut de prêcher la repentance et l'espérance. A sa voix, les féticheurs brûlèrent leurs idoles et de tous côtés sortirent du sol les Eglises, trop petites pour contenir tous ceux qui voulaient se convertir, toutes les âmes qui avaient faim et soif de la vérité. Les anciennes coutumes, le culte des idoles, les sacrifices sanglants, étaient abolis, tous voulaient devenir chrétiens et demandaient des missionnaires ou des catéchistes.

Le prophète Harris prêchait la foi au Dieu de Jésus-Christ, la destruction des fétiches, le travail, l'obéissance aux autorités, la punition de l'adultère, mais il permettait la polygamie.

En quelques années, le succès fut immense, et il exerça une profonde action sur 100 à 120.000 personnes.

Ce mouvement en masse vers le christianisme a été

constaté non seulement par les missionnaires de la Côte, désespérés de ne pouvoir répondre aux appels, mais par les catholiques et par l'Administration. Un administrateur écrit :

...Un fait religieux, presque incroyable, a bouleversé toutes les idées qu'on se faisait sur les sociétés noires, si primitives, si rustiques, de la Côte, et ce sera avec notre occupation, et comme conséquence d'ailleurs de cette occupation, l'événement politique et social le plus considérable de dix siècles d'histoire, passée, présente ou future de la Côte d'Ivoire maritime. Il est à croire d'ailleurs que ce phénomène aura sa répercussion prochaine dans la zone sylvestre.

Au début de 1914, apparut successivement dans plusieurs villes de la Côte un indigène libérien, nommé William Vade-Harris, qui, se disant prophète, faisait détruire les fétiches, initiait les gens à une sorte de christianisme primitif, et jouissait, près des populations du bord de la mer, d'un grand renom...

Il passa de la Côte d'Or anglaise dans notre colonie de la Côte d'Ivoire. Le gouvernement le laissa faire tout d'abord, mais bientôt il s'inquiéta de l'armée de catéchistes qui arrivaient de la Côte d'Or et qui menaçaient d'angliciser notre colonie ; il invita Harris à repasser la frontière.

Harris, toujours digne, repartit, son bâton de pèlerin à la main, vers Cape-Palmas, où il se trouve toujours.

Il n'en reste pas moins que les populations maritimes et lagunaires sont désormais très nettement en marche vers les différentes confessions du christianisme : catholicisme, anglicanisme, dénominations baptiste, wesleyenne, harriste pure, etc..., et que, quoi qu'on ait dit, leur transformation religieuse est réelle et durable. La mission catholique signale par exemple que le nombre annuel des baptêmes est passé de 80 avant la guerre à 6 ou 700 pendant les hostilités, malgré la diminution des deux tiers du personnel ; elle assure que la conversion des

catéchumènes, amenés par le harrisme, est sérieuse et résiste à toutes les difficultés et épreuves. Les églises et les temples s'élèvent comme par enchantement sur la Côte, édifiés par les fidèles eux-mêmes, et, de toutes parts, prêtres et pasteurs sont demandés.

Cette extrême sensibilité religieuse était à signaler, comme aussi la carence complète de l'Islam dans une révolution religieuse aussi importante, et où il aurait pu trouver sa place. En tout cas, on peut affirmer hardiment que, dans deux générations au plus tard, toute la Côte d'Ivoire maritime et lagunaire sera chrétienne. On n'y verra plus, comme disciples du Prophète, que les musulmans d'importation. (Paul Marty : *Etudes sur l'Islam en Côte d'Ivoire*).

Ce mouvement, s'il est le plus considérable, n'est pas cependant le seul. Au cœur du Dahomey, à Heuhimé, un groupe d'indigènes est venu demander à l'administrateur de leur faire venir un missionnaire. La région d'Ossidingué, une des parties de l'œuvre de Bâle au Cameroun anglais, a été profondément remuée, elle aussi. Village après village se convertissait ; les prédicateurs étaient cinq ou six catéchumènes qui n'avaient jamais été baptisés, et le Gouverneur anglais me disait : « Il faut absolument que vous alliez là-bas ; le pays est transformé. J'avais entendu parler des mouvements de masse vers le christianisme, mais je restais sceptique. Il faut donner à ces gens l'instruction religieuse qu'ils demandent ! »

Presque partout, du reste, on trouve chez les peuples de la forêt, dans la région des Bassas, dans celle de Yaoundé, au Congo, un désir ardent de connaître Dieu !

Que vont-ils devenir ?



Catholiques ou Protestants ? — Les catholiques ont compris la grandeur extraordinaire de l'occasion

qui leur était offerte. Voici ce qu'ils disent à propos de la Côte d'Ivoire :

Le protestantisme n'avait, certes, pas eu l'intention de travailler pour nous. Une fois le terrain suffisamment préparé, une foule de prédicants, généralement petits commerçants ou traitants de leur métier, tous d'origine étrangère, s'étaient rués à l'assaut des villages, continuant le système d'intimidation inauguré par leur coryphée. Mêmes menaces de terribles châtiments si lesdits villages n'embrassent pas en masse leur croyance et n'élèvent pas une Maison de prière. (Un prophète à la Côte d'Ivoire, *Les Missions catholiques,* 4 juin 1915).

Le Gouvernement s'émut enfin de ce véritable complot. Des ordres sévères furent donnés. Un bon nombre de prophètes furent jetés en prison, autant sous prévention d'escroqueries que pour menées politiques, et, par un ironique retour des choses, un acte officiel mit nos missionnaires en possession de la plupart des chapelles construites dans les villages, par les soins des prédicants.

Le Prophète lui-même, étant malencontreusement réapparu en ces défavorables circonstances, se vit appréhendé sans respect, consciencieusement passé à tabac et, finalement, expulsé de la colonie. (*Ibid.*).

Catholique ou Protestante ? Ces deux mots dépeignent exactement, et d'une façon saisissante les deux termes du dilemme, bien fait pour émouvoir ceux qu'intéresse l'avenir du catholicisme, entre lesquels se débat, à l'heure actuelle, l'avenir de la Côte d'Ivoire. Comment cette contrée, hier encore si barbare et réfractaire à tous les efforts des missionnaires, a-t-elle pu subir en quelques années une si radicale, si étonnante transformation et en est-elle arrivée à hésiter aujourd'hui entre l'église catholique et le temple protestant ? C'est une histoire étrange et où apparaît visiblement le doigt de Dieu. (*Les Nouvelles religieuses,* 1er octobre 1921).

...Si le Gouvernement se trouve armé contre les escrocs et les perturbateurs de la paix publique, il est à peu près impuissant à l'égard des prédicants qui se contentent ou semblent se contenter de prêcher leurs élucubrations religieuses plus ou moins grotesques. Il n'est point toujours nécessaire de parler ouvertement contre l'ordre des

choses établi pour opérer l'œuvre anti-française : l'emploi de langues étrangères, la diffusion d'une religion simili-protestante dont l'adoption est considérée par les indigènes comme une sorte de naturalisation anglaise, peuvent déjà suffire. (*Ibid.*).

Le Gouvernement s'est donc trouvé amené tout naturellement à penser que la religion catholique était, somme toute, une des meilleures barrières à opposer à cette invasion anglaise et que, par suite, les missionnaires catholiques français étaient de précieux auxiliaires dont il fallait s'assurer le concours. (*Ibid.*).



Le danger. — Un autre danger menace ces foules qui ont entrevu la lumière de l'Evangile : c'est que cette conversion n'entraîne pas une réforme morale et sociale profonde, et qu'elles ne se jettent dans les bras de l'Ethiopisme, ou du Panafricanisme dont je parlais tout à l'heure. Il lui serait facile de les grouper en leur disant : « Vous voyez bien qu'il n'y a rien à attendre des Européens, ils sont incapables de nous venir en aide. » Et ce merveilleux réveil aboutirait à la constitution d'une Eglise politico-religieuse qui n'aurait plus de chrétien que le nom et un vague *credo*.

Les événements du Congo sont douloureusement instructifs à ce point de vue.

Au commencement d'avril 1921, écrit *The Missionary Herald,* la nouvelle parvint à San Salvador qu'un grand *prophète* était apparu au Congo belge, et qu'il guérissait toutes les maladies. Quelques-uns disaient même qu'il avait ressuscité des morts. Bientôt, on parla d'un autre prophète, lui aussi chrétien zélé, qui était apparu dans une autre ville. Par milliers, les gens accoururent, apportant leurs malades et cherchant une bénédiction spéciale pour eux-mêmes : richesse ou longue vie.

D'autres prophètes apparurent ensuite sur d'autres points

du pays. Les premiers annonçaient qu'il y aurait douze vrais prophètes en tout, mais qu'ils seraient suivis de beaucoup de faux prophètes.

Ce qu'il y avait de remarquable dans ce mouvement, c'est qu'il tendait à aider l'œuvre missionnaire. Tous les prophètes faisaient appel aux diacres et aux catéchistes pour les aider à instruire des vérités de l'Evangile ceux qui venaient à eux. Ils prêchaient la repentance, la soumission à l'Evangile et à la loi du Christ.

Les missionnaires n'ont jamais vu de réelle guérison, mais ils ont constaté que des centaines de païens et de catholiques étaient devenus des auditeurs zélés de la prédication évangélique.

Il y avait eu déjà dans ces mêmes régions plusieurs « mouvements » plus ou moins religieux. Indépendamment de grandes poussées vers le fétichisme et la sorcellerie, il y avait eu le mouvement d'« *Elembe* ». Elembe était le nom d'une grande terreur qui saisit tout le monde, sans que personne pût savoir pourquoi, et qui paralysa le pays vers 1860 (1).

En 1872, sous le nom de « *Kiyoka* », il y eut une véritable croisade contre les fétiches : puisque certains fétiches tuent les gens par sorcellerie, il serait prudent, pensaient les indigènes, d'en finir avec tous les fétiches, et alors il n'y aurait plus ni mort, ni maladie. Mais les gens continuant à être malades et à mourir, le mouvement s'arrêta.

En 1885, des centaines de malheureux furent dupés par ceux qui se mirent à vendre l'eau merveilleuse qui devait donner la vie, et qu'on appelait « *Kinyambi* » (force de Dieu !). On racontait qu'un poisson merveilleux avait vécu dans cette eau et qu'elle préservait de la mort ceux qui en buvaient. Mais on vit bientôt qu'ils mouraient comme les autres.

Il y eut encore divers autres « mouvements », comme celui qui poussa les indigènes à tuer tous les animaux blancs — poules, moutons, chèvres — qu'ils pouvaient posséder, car, disait-on, ce sont ces animaux blancs qui amènent la maladie et la mort.

Les chefs de ces divers mouvements s'enrichissaient

(1) Quelque chose d'analogue à ce qui se passa chez nous vers l'an 1000.

aux dépens de ceux qui venaient à eux. Mais, dans le mouvement qui nous occupe, ce fut tout différent. Les « Prophètes » du Congo belge refusaient tout paiement, et ils semblaient avoir pour but unique de répandre l'Evangile.

Ils ont guéri un certain nombre de maladies nerveuses, mais aucune maladie caractéristique, aucune infirmité. Il y eut bien des excès. C'est ainsi que ceux qui étaient en traitement à l'hôpital pour la maladie du sommeil, s'enfuirent pour aller trouver les « prophètes » perdant ainsi tout le bénéfice de leur traitement.

Le pays est encore profondément troublé par tous ces événements. Qu'en adviendra-t-il ? (*The Missionary Herald,* octobre 1921).

On le vit au bout de quelques mois.

Le mouvement, nettement orienté, au début, vers le christianisme, donna tout de suite trop de place à l'émotion, aux nerfs. Le prophète et ses collaborateurs affirmaient avoir reçu le don de prophétie et le don de guérison. On apportait de loin les malades et même les morts : les ouvriers, les employés abandonnaient leur travail pour suivre les « inspirés ». Le Gouvernement belge s'inquiéta ; le mouvement devenait dangereux pour l'ordre public et l'hygiène, et pour l'avenir même du pays, car on ne travaillait plus.

Les Missions, d'autre part, s'efforçaient de lutter contre les excès des prophètes, et bientôt elles provoquèrent le mécontentement de leurs disciples dont beaucoup étaient membres d'Eglise. Les prophètes constituèrent alors une Eglise indépendante ; ce fut leur perte. Le Gouvernement devint plus inquiet encore en les voyant séparés de la Mission, et ceux qui leur étaient hostiles purent alors les accuser de rébellion politique. L'œuvre missionnaire fut presque paralysée pendant quelque temps, tandis que les prophètes baptisaient partout de nombreux convertis. Leur chef, Kimbangu, parcourait le pays accompagné

d'une bande nombreuse, chantant des airs guerriers à sens religieux, imitations de « Debout, soldats du Christ », ou « Lève-toi, vaillante armée ».

Kimbangu fut arrêté : il réussit à s'enfuir, mais plusieurs de ses amis, diacres de l'Eglise de Wathen, furent emprisonnés.

Kimbangu continua son œuvre, pratiquement « hors la loi », ses adeptes se tenant en rapport avec lui. Au bout de trois mois, il se sentit poussé par Dieu à se rendre aux autorités belges. Il fut jugé par un Conseil de guerre à Thysville en même temps que quatorze de ses aides. Deux diacres et une prophétesse étaient morts en prison. Les accusés furent condamnés aux travaux forcés, quelques-uns à perpétuité, Kimbangu fut condamné à mort.

Cependant, c'était un mouvement purement religieux, mais on crut, ou on fit croire, que les cantiques guerriers étaient des hymnes révolutionnaires. Jamais on ne trouva une arme entre leurs mains. Les missionnaires adressèrent une pétition au roi, et la peine de mort fut changée en celle de travaux forcés à perpétuité.

La Conférence des Missionnaires réunie à Bolengé, en novembre 1921, approuva l'attitude des missionnaires. Elle supplia les Eglises indigènes de « *ne pas prendre part à un mouvement qui est un danger pour le christianisme et le développement normal des indigènes* ». Elle approuva les mesures prises par le Gouvernement et rappela que « *la pratique constante de nos Missions protestantes a toujours été d'enseigner aux indigènes le respect des autorités établies, la soumission aux lois, le paiement des impôts, et d'éviter de protéger nos adhérents, quand ils sont justement accusés par la Justice* ». Tout en connaissant, par expérience, les dangers d'erreurs judiciaires, par

suite de traductions inexactes, ou de l'incompréhension du caractère purement religieux de certaines manifestations, et tout en réalisant qu'un excès de sévérité peut aller à fin contraire et transformer en martyrs des coupables, nous estimons, disaient les missionnaires, que les autorités devaient prendre des mesures immédiates et sévères pour arrêter un mouvement qui devint rapidement un terrain favorable à une propagande hostile à tous les blancs, mettant en danger la civilisation elle-même.

Telle a été, par la force des choses, la fin de tous ces mouvements, lorsque les missionnaires n'ont pas été envoyés à temps.

Voyez, par contre, ce qui se passe au Cameroun. Dans la grande forêt, habitée par les Bassas, les Banen, les Bandem, que M. Maitre a parcouru l'an dernier, les consciences aussi étaient travaillées. Vous savez comment il a été accueilli et comment le nombre des catéchumènes et des chrétiens s'est rapidement élevé. Il aurait été bien plus considérable encore, si on avait pu les visiter davantage.

Dans la partie anglaise du Cameroun, il en est de même, comme je vous le rappelais tout à l'heure.

Tous ces gens attendent. Nous ne pouvons presque rien faire pour eux. Il reste à Douala *un missionnaire* pour toute cette partie de l'œuvre : Eglises de la région de Douala, de Ndogongi, et tout le reste ! Il lui est impossible d'aller visiter le Cameroun anglais. Notre Comité n'a pas d'argent pour se charger de l'œuvre, et, l'aurait-il, où est l'homme qu'il enverrait?



Le silence de l'Eglise. — La situation n'est-elle pas tragique ? Ces dizaines de milliers d'hommes qui nous crient : « Nous avons brûlé nos idoles et nos fétiches,

nous voulons servir le Dieu vivant, envoyez-nous des hommes pour nous instruire ! » Ils ont entendu l'appel de Dieu, et ils tendent les mains vers l'Eglise du Christ... Jusqu'ici, elle est demeurée presque silencieuse.

Cet élan vers les choses divines n'est-il pas la réponse des âmes au mystérieux appel de Dieu ?

Comment, de notre côté, pouvons-nous y répondre ? Car c'est chez nous, dans les colonies françaises, que presque rien n'est fait encore pour ces masses que l'Esprit de Dieu travaille.

Ne sentez-vous pas, Messieurs, l'effrayante responsabilité qui pèse sur nous ?



Que faire ? — Que faire ? Prier qu'une jeune armée se lève dans nos Eglises et réponde à l'appel de Dieu. Nous comptons sur les jeunes que donneront à l'Afrique nos Facultés de théologie, en France et en Suisse, l'Association des Etudiants chrétiens, les Unions chrétiennes, et nous sommes convaincus que les ressources suivront.

En même temps nous devons utiliser toujours mieux les forces dont nous disposons : préparer à fond les missionnaires qui auront la tâche merveilleuse et formidable de diriger l'évolution d'une race, leur donner tout ce qui pourra multiplier leur action, imprimeries, moyens de transport rapides, etc... et puis, travailler intensivement à former une élite indigène dont nous voulons toujours plus largement utiliser la collaboration. L'Afrique sera conquise par « les troupes noires », bien encadrées. Multiplier les écoles d'où sortiront catéchistes, instituteurs, évangélistes et pasteurs.



Concentration et coordination des forces évangéliques. — Mais tout cela ne suffira pas encore, car l'œuvre est immense et le temps presse. Ce qu'il faudrait, ce serait une concentration, une coordination de toutes les forces évangéliques, une collaboration de toutes les sociétés de Mission pour répondre aux besoins si urgents de ces millions d'hommes. Nous abordons ici une question très délicate ; pour la traiter, il faut être en quelque sorte doublement Français. Il faut avoir le courage de considérer avant tout l'intérêt supérieur, — celui de nos colonies, celui des peuples dont nous avons la charge, — sans se laisser troubler par les objections d'un nationalisme étroit, certains qu'en collaborant avec des Anglais, des Américains, des Suédois, des Norvégiens, etc... au développement moral des indigènes de nos colonies, nous sommes bien fidèles à la grande tradition de la France, apôtre de la fraternité des peuples.

Qu'une telle collaboration soit désirable, soit bienfaisante même au point de vue politique, cela est évident. Nous avons vu au Cameroun, par exemple, combien la Mission presbytérienne américaine a rendu de services au point de vue médical, économique, scolaire. Par ses hôpitaux et ses médecins, sa belle école industrielle, les milliers d'élèves qu'elle instruit dans ses écoles, elle apporte un concours précieux — et apprécié — à l'œuvre de civilisation poursuivie là-bas par un gouverneur jeune et énergique. N'est-ce pas une force et une richesse pour une colonie que cet apport de forces matérielles et morales, absolument désintéressées ?



Suspicions injustifiées. — D'autres sociétés, anglaises ou américaines, ont commencé dans quelques-

unes de nos colonies une œuvre analogue. Mais elles rencontrent des difficultés considérables, parfois même presque insurmontables. On les accuse immédiatement d'être les agents de leur gouvernement. Que ce soit au Congo, en Côte d'Ivoire ou en Guinée, l'argument est toujours le même.

Le danger le plus grave, écrivait Mgr Augouard, est celui des pasteurs étrangers, anglais et américains qui, en grand nombre, parcourent les possessions françaises, semant à pleines mains dollars, shillings. Poursuivent-ils seulement un but religieux ? Je ne le pense pas, et c'est également l'opinion du Gouvernement général, car, dans un récent rapport adressé au Ministre, il déclare que cette propagande, soi-disant religieuse, semblerait être une véritable organisation politique coloniale, ayant pour but de s'implanter dans nos possessions de l'Afrique équatoriale. Pareils faits se passent aussi en Côte d'Ivoire et au Cameroun, où les anciens missionnaires allemands, naturalisés Suisses, sont revenus comme avant 1914 (1). J'ignore quels seront les moyens employés pour combattre cet état de choses, mais, comme pour le péril noir, il est indispensable d'agir vite. (*La Liberté du Sud-Ouest*, 26 août 1921).

Voici, d'autre part, ce qu'écrit dans le *Bulletin de l'Afrique française*, un homme généralement bien informé, d'esprit large et ami des indigènes, le gouverneur Delafosse :

De toutes parts, on nous signale l'arrivée soudaine de nombreux missionnaires américains des deux sexes, les uns blancs, les autres noirs, appartenant aux sectes les plus diverses, s'introduisant dans les colonies françaises, belges et britanniques et dans les anciennes possessions allemandes, sous le prétexte apparent d'évangéliser les païens, mais s'adressant aussi bien aux indigènes déjà chrétiens qu'aux autres et laissant craindre, par leur

(1) On est en droit de se demander s'il y a simplement erreur matérielle ou mauvaise foi ?

organisation, par les sommes dont ils disposent, par le soin qu'ils apportent à étudier les ressources du pays, par les efforts qu'ils font pour créer des fermes-écoles et des ateliers industriels, qu'ils ne soient plutôt les éclaireurs et l'avant-garde de capitalistes du Nouveau-Monde, désireux de concurrencer les nations européennes sur leur domaine africain (1).

Et encore :

Depuis quelques années, des équipes de plus en plus nombreuses de missionnaires étrangers appartenant à toutes les sectes aberrantes d'un christianisme principalement américain, font irruption dans nos domaines d'outre-mer et entament une active propagande, favorisée par des capitaux considérables. Il y a là pour l'avenir de l'influence et de la souveraineté françaises, un danger auquel il est urgent de parer...

Il est vraisemblable que des visées économiques et politiques se dissimulent derrière ce prurit soudain d'évangélisation à outrance...

Que l'on me comprenne bien, — il ne s'agit pas, dans ma pensée, d'opposer catholiques à protestants, mais seulement Français à étrangers. Il se trouve que la France est, en immense majorité, catholique et il est naturel, par suite, que les missionnaires français appartiennent en majeure partie à la confession catholique. Cependant, nous avons aussi des missions protestantes françaises, dont chacun se plaît à louer le patriotisme et les remarquables services, et ce n'est point contre elles que je voudrais partir en guerre. Tout simplement, je réclame que les colonies françaises soient aux Français et pour les Français, dans tous les domaines.

Nous avons le droit indiscutable, en particulier, de demeurer maîtres de l'enseignement à distribuer à nos sujets, de quelque nature qu'il soit. Or, l'évangélisation est un enseignement, nul ne le saurait contester...

En premier lieu, nous avons le droit absolu d'exiger

(1) Lorsque les missionnaires se contentaient de prêcher l'Evangile, on leur reprochait de ne rien faire de « pratique ». Lorsqu'ils prêchent le travail et s'efforcent d'amener les indigènes à mettre en valeur leur pays, on les accuse de visées politiques !

d'un maître qu'il ait la qualité de Français. Ne craignons donc point d'user de cette faculté et de ce droit...

Si nos voisins tolèrent et même appellent chez eux des missionnaires appartenant à des ordres français, c'est vraisemblablement parce que ces derniers se conforment aux règlements des pays étrangers dans lesquels ils se rendent et aussi parce que les très modestes ressources pécuniaires dont ils disposent sont un gage suffisant de leur désintéressement.

L'on n'en saurait dire autant des missionnaires ou soi-disant tels, de nationalités diverses, qui, depuis quelque temps, se jettent sur nos colonies comme une proie. Nous devons nous méfier, comme les Troyens eussent dû se méfier du fameux cheval de bois à eux donné par les Grecs, et faire le nécessaire pour les empêcher de devenir maîtres de la citadelle. (Maurice Delafosse, *La Dépêche Coloniale,* 18 janvier 1922).

Sous couvert de sauver les âmes, écrit un autre, à propos du Niger, ils préparent l'acquisition pour le compte de leurs compatriotes des richesses de nos colonies ! (*La Dépêche Coloniale,* 12 septembre 1922).

Un article semi-officiel dans « *Colonies et Marine* » (fév. 1921), disait aussi :

Les énergies françaises ont fort à faire pour lutter contre la concurrence du négoce britannique... Il y a aussi les Américains qui ont créé des services maritimes entre les Etats-Unis et l'Ouest-Africain et qui ont, au Cameroun, avec leur puissante mission presbytérienne, une représentation solidement organisée. Eux aussi vont peut-être chercher à prendre pied dans ces territoires.

En résumé, et sans le dire toujours très ouvertement, les uns trouvent ces missionnaires étrangers indésirables parce qu'ils sont étrangers, les autres parce qu'ils sont protestants, d'autres enfin parce qu'ils sont à la fois étrangers et protestants.

*
**

Missions protestantes et politique coloniale. — Cette question des Missions protestantes est d'ailleurs une des plus délicates de notre politique coloniale. Pour de multiples raisons, d'une façon générale, au premier abord, on ne nous aime pas beaucoup. La politique de notre Gouvernement ne veut pas être cléricale, mais les individus le sont trop souvent. Et puis, même chez nous, on connaît si mal et si peu les protestants !

Mais il y a plus ; dans la mesure même où notre doctrine coloniale a évolué vers une politique de collaboration avec l'indigène, — et nous avons toujours lutté pour cette politique, — où l'on tient à le gagner en respectant ses coutumes, il peut sembler à l'observateur superficiel que l'œuvre missionnaire est en opposition avec elle. Elle a pour but, lui semble-t-il, de renverser les traditions séculaires des indigènes pour les amener à embrasser les croyances les plus difficiles des Européens, qui sont en tout cas bien au-dessus de leur portée. De là, à voir dans les missionnaires et leurs collaborateurs indigènes des éléments de trouble, il n'y a qu'un pas tôt franchi. Il y quelques jours, un de nos publicistes les plus répandus, écrivait dans *La Dépêche* de Toulouse :

J'ose affirmer que l'agitation pan-noire ne peut se développer que dans les pays protestants, — les Etats-Unis ou l'Afrique du Sud, par exemple. Tous les lecteurs de *La Dépêche* savent que je ne suis pas « clérical ». C'est là mon moindre défaut. Mais ce n'est point, je crois, faire outrage à la vérité que de dire que les indigènes, les noirs, en particulier, quand ils sont convertis au christianisme, sont beaucoup moins sujets à subir l'entraînement de meneurs s'ils sont catholiques que s'ils sont protestants.

Le catholicime est une hiérarchie. Le troupeau doit obéir au pasteur, et la politique des missions catholiques a toujours été de n'admettre au sacerdoce les catholiques

indigènes qu'en infime minorité : avec quelque raison d'ailleurs, craignant qu'ils n'adultèrent et ne compromettent le caractère sacré du prêtre.

Mais, avec le protestantisme, il n'en va pas ainsi. N'importe quel vrai protestant peut s'improviser prédicateur et pasteur, fonder une secte, avoir une chapelle et des fidèles. N'importe quelle brebis du troupeau peut s'improviser guide de ce troupeau, s'il se sent assez d'influence, d'éloquence et de conviction. Comment alors ne pas verser, — progresser, si l'on veut, — de la prédication religieuse à la prédication politique ou sociale ? Le pas est vite franchi. C'est dans les chapelles protestantes fréquentées par des noirs, dirigées par des noirs, que le mouvement pan-noir, aux Etats-Unis, prend naturellement ses racines.

Voilà pourquoi, en ce qui concerne nos nouvelles colonies d'Afrique, si l'on me demandait ce que je pense de l'utilité d'en évangéliser les populations chrétiennes, je vous répondrais que je ne la distingue pas bien clairement, en aucun cas, mais que l'évangélisation protestante me paraît avoir un peu plus d'inconvénient que l'autre, du point de vue politique. (*La Dépêche* de Toulouse, 28 octobre 1922).

Il faut reconnaître que les chrétiens sont plus difficiles à gouverner, plus « raisonneurs » que les autres, et cela d'autant plus que leur personnalité est mieux développée. Mais si nous ne voulons pas une masse anonyme et servile, si nous voulons des âmes, des caractères, des consciences, il faut bien accepter la tâche difficile de l'éducation qui ne consiste pas à comprimer tous les élans, mais à les orienter.

Aussi, malgré tout, on est toujours ramené à ce fait, que la collaboration des Missions est nécessaire, parce qu'il faut une base morale à toute éducation, et parce qu'elles peuvent aider beaucoup pour l'assistance médicale si urgente, et pour l'œuvre scolaire.

On a besoin d'elles et on les redoute tout ensemble, mais, au moins, qu'elles soient françaises !

⁂

Collaboration nécessaire. — Si la situation est difficile et délicate pour nous, combien plus pour des missionnaires étrangers, anglais ou américains, qui ne peuvent pas ne pas imprimer sur leurs convertis, parfois jusque sur leur attitude et leur costume, quelque chose de leur tempérament et de leurs habitudes.

Un de nos gouverneurs fut très mécontent, un jour, parce que les indigènes auxquels il demandait s'ils étaient catholiques ou protestants, répondirent : « Non, nous sommes Américains! ». Les missionnaires attentifs, changèrent immédiatement les inscriptions sur les écriteaux qui indiquaient leurs annexes, et mirent : Mission Protestante, au lieu de : Mission américaine.

C'est un tout petit fait, mais c'est un exemple des malentendus presque inévitables entre un administrateur qui sait peu ou pas du tout l'anglais et un missionnaire incapable de comprendre les nuances du français.

J'exposais un jour au Ministre des Colonies le grand intérêt qu'il y aurait, à mon avis, tant au point de vue économique général qu'au point de vue moral, à faire bénéficier toujours plus largement nos colonies de ces concours indiscutablement loyaux et désintéressés... « Oui, peut-être, répondit-il, mais j'aimerais mieux qu'ils fussent Français, tout au moins, encadrés par des Français ! »

Encadrés par des Français... ou tout au moins « aidés » pour l'œuvre scolaire, par exemple, et, d'une façon générale, « orientés » par notre Société pour les relations officielles, pour la politique générale de collaboration avec le Gouvernement, — nos missionnaires faisant en quelque sorte fonction d'officiers de liaison, — une partie des difficultés qu'ils rencontrent sera supprimée. Notre rôle est délicat, un peu

ingrat parfois aussi, mais il est possible ; nous l'avons vu déjà au Cameroun et ailleurs.

La tâche est si vaste et si pressante, que — ici aussi, pour les gouvernements comme pour les Missions, et pour les rapports des uns avec les autres — l'avenir est à la loyale et fraternelle collaboration de tous pour la mise en valeur intégrale de ce magnifique « capital humain » dont nous avons la responsabilité devant Dieu et devant l'histoire. Il faut, pour cela, que les Sociétés de Missions étrangères consentent à cette collaboration, et que nous puissions, nous, fournir les missionnaires vraiment capables d'être ces officiers de liaison, en même temps qu'une partie du personnel nécessaire pour l'œuvre d'éducation.

Les Société étrangères non seulement y consentent, mais nous supplient d'intervenir !

Elles voient bien, en effet, qu'il est beaucoup plus facile à des Français qu'à des étrangers d'intervenir lorsqu'il le faut en faveur de telle ou telle mesure qui semble nécessaire pour les indigènes, sans être soupçonnés de faire de la politique.

Prenons un exemple : voici une jeune fille que son père ou son oncle a vendue toute jeune à un polygame; l'un ou l'autre a reçu une partie de la « dot ». Elle devient chrétienne, et, suivant la règle de l'Eglise, il lui est interdit d'épouser un polygame. Son « fiancé », disons son propriétaire, vient la chercher; elle refuse; le mari va se plaindre à l'administration. Il n'y a pas encore de législation concernant les mariages indigènes — (nous en demandons une, et cela viendra peu à peu, mais c'est une question délicate et complexe) — que fera l'administrateur et que fera le missionnaire? Si le missionnaire est français et si ses relations avec l'administrateur sont cordiales, il expliquera l'affaire,

montrera comment on peut préparer l'avenir en résolvant tout d'abord des cas d'espèce, renseignera l'administrateur sur le caractère du père, de l'oncle, lui aidera à s'assurer qu'il ne s'agit pas d'un coup de tête, d'une femme qui veut simplement changer de mari et cherche un prétexte, etc... et très souvent l'administrateur, après avoir fait son enquête, jugera suivant la justice, condamnera le père ou l'oncle à rembourser ce qu'ils ont reçu, et un pas en avant sera fait pour libérer la femme d'une coutume dégradante.

Si, au contraire, le missionnaire est un étranger dont on redoute l'influence, l'administrateur jugera suivant la coutume qu'il doit respecter, dira-t-il, et forcera la jeune fille à suivre son acquéreur. Les anciens de l'Eglise, les chrétiens seront profondément froissés, et on dira que les missionnaires sont incapables d'aider les chrétiens, que le Gouvernement les méprise, etc...

On pourrait multiplier les exemples. Qu'il s'agisse de soutenir un chef qui a refusé de donner sa femme à un blanc de passage et qui est ensuite injustement accusé, ou de protester contre les brutalités d'un « police » indigène, ou la vénalité d'un interprète... Un étranger le fera moins librement, parfois à contre-temps ou sans preuves suffisantes. Dans d'autres cas, il ne comprendra pas bien la portée, les intentions de certains arrêtés, ou ne les verra qu'à travers les commentaires des indigènes.

D'une façon générale, sans même parler de l'œuvre scolaire où cela est évident, l'action sociale du missionnaire étranger, dans nos colonies, est très difficile lorsqu'il est seul.

Et c'est pour cela que nous recevons de si nombreux appels : « Sans vous, nous disent plusieurs Sociétés missionnaires, il nous est impossible d'aller de l'avant!

Donnez-nous les Français dont nous avons besoin pour travailler dans vos colonies. »

Des hommes ! Nos Eglises sauront-elles les donner ?

Nous avons tous senti ces jours-ci avec émotion, avec reconnaissance — et aussi avec humiliation — de quelle profonde sympathie nous étions entourés par l'ensemble du monde chrétien ; et je crois qu'une des raisons de cette sympathie est précisément la disproportion formidable qu'on sent entre notre tâche et nos ressources. Pauvre petite Eglise de France, persécutée et mutilée ! Elle a donné du meilleur de son sang pour être la semence d'Eglises magnifiques, et aujourd'hui, ces Eglises regardent à elle et lui demandent de leur aider à achever pour Jésus-Christ la conquête de l'Afrique !



Une dette morale. — Les Gouvernements, les populations indigènes, les Sociétés de Missions font appel à nous, mais ce n'est pas tout, je voudrais vous rappeler encore non point un appel reçu, mais un engagement pris.

N'avons-nous pas répété souvent que nous avions contracté une dette morale vis-à-vis de tous ces peuples dont les morts inconnus reposent à côté de nos soldats ?

A bord du bateau qui m'emmenait au Cameroun, il y avait bon nombre de tirailleurs qu'on ramenait dans leurs foyers ; la plupart étaient des blessés plus ou moins guéris, des mutilés, des tuberculeux, et l'un d'eux me disait, après s'être plaint d'avoir été retenu si longtemps en France : « Ah ! lorsqu'on avait besoin de nous, on trouvait bien des bateaux pour nous emmener en France ! » Et je sentis à nouveau la

lourde responsabilité que nous avions contractée, comme puissance coloniale, vis-à-vis de notre Afrique occidentale en la considérant comme un réservoir inépuisable de soldats ou de porteurs que nous arrachions à leur milieu, à leur sol, pour renvoyer ensuite trop souvent des déchets d'humanité, au physique comme au moral, bons seulement à contaminer les autres.

Je me rappelle encore les centaines d'hommes superbes que je vis arriver un jour à Foumban. Ils venaient des environs du Tchad, et marchaient depuis de longues semaines. Ils ressemblaient plus, avec leur regard étonné et vague, à un troupeau de cerfs traqué et pris au piège qu'à un contingent de nouvelles recrues. C'était des fétichistes, arrachés un beau jour à leurs villages par leurs chefs qui voulaient fournir le nombre d'hommes qu'on leur réclamait, et ils allaient, lamentables, sans savoir où, ni pourquoi.

Cette dette, nous, protestants, nous avons à la payer pour notre part.



Appel de l'Afrique. — Messieurs, l'appel de l'Afrique monte vers vous : le chaos social, moral, religieux, dans lequel ces peuples se débattent, le bolchevisme et l'Islam qui les menacent, les cris de détresse de ces masses qui voudraient se convertir, les demandes de notre Gouvernement et des Sociétés étrangères, toutes ces voix venues de tous les coins de l'horizon, ne nous disent-elles pas de la part de Dieu : Lève-toi et viens nous secourir ?

Je recevais, il y a quelques jours, une lettre d'un missionnaire américain envoyé pour chercher l'emplacement d'une nouvelle œuvre dans les environs du

lac Tchad. Après avoir raconté comment il avait trouvé toutes les portes ouvertes, il ajoute :

Que faire ? D'abord, et pour finir, prier, oui, prier le Maître d'envoyer des ouvriers. Si l'Eglise entend l'appel du Chari et du Tchad, elle ne pourra pas rester immobile et laisser d'autres occuper le pays. Maintenant que tous ces pays sont sous le pavillon de la France, l'Eglise de France a une responsabilité toute particulière. Mais que peut-elle faire, elle qui a déjà plus qu'elle ne peut porter ? Elle peut bien ne pas avoir les hommes et l'argent pour occuper les immenses territoires de ses colonies, mais elle a certainement une *clef*.

Avec la sagesse et l'esprit de Dieu, elle peut ouvrir les portes qui sont fermées aux autres chrétiens, ses frères. Une fois ces portes ouvertes, nous croyons fermement que les ouvriers et les ressources suivront.

Avant d'avoir rencontré les missionnaires de l'Eglise de France, j'avais bien peu d'espoir pour ces pays plongés dans les ténèbres. J'ai quitté Douala en voyant ces problèmes éclairés d'une lumière nouvelle. Nos frères de France ont une clef qui ouvrira ces portes d'airain !...

Pour sauver l'Afrique, et en particulier les peuples de nos colonies, dans la crise actuelle, il faut un effort général de toutes les Sociétés de Mission, de l'Eglise, du christianisme dans son ensemble. Les autres ont les ressources et les hommes, mais nous sommes la clef !



Le devoir immédiat. — La clef ! Vous savez tous, Messieurs, comment nous avons commencé à nous en servir au Gabon, au Cameroun. Notre premier devoir est de fortifier, d'affermir ce que Dieu nous a appelés à commencer, et de donner tout d'abord à nos Missions actuelles les forces strictement indispensables pour qu'elles puissent vivre, et constituer une solide base d'opérations.

Au Gabon, nous devons donner la possibilité de former des cadres indigènes avec un missionnaire consacré à l'Ecole Biblique et une excellente institutrice pour l'Ecole normale, et le personnel nécessaire pour *marcher* en avant et rejoindre le Sud-Cameroun, ce qui donnera à toute l'œuvre un nouvel essor.

Au Cameroun, nous devons donner les hommes nécessaires à la relève si urgente, afin que la petite troupe bien organisée puisse donner la main au sud, au nord, à l'est, aux autres Sociétés missionnaires. Il faudrait pour cette œuvre si vaste un minimum de 9 missionnaires consacrés, 3 instituteurs ou institutrices, 1 infirmière, 3 laïques pour la ferme-école, les comptes, les travaux manuels, 17 ouvriers ! Ce n'est pas beaucoup ! Ils sont douze, et cinq vont rentrer !

Au Togo, nous devons tendre la main d'association aux Ecossais et aux Wesleyens, pour sauver la vaillante Eglise Ewe et l'œuvre que durant 75 années, la Société de Brême a poursuivie avec succès.

Au Dahomey, nous devons aider les Wesleyens à grouper, à former une Eglise semblable qui sera la base de notre action dans le Soudan, dont les portes sont si largement ouvertes.

Au Sénégal enfin, il faut au moins que nous conservions le missionnaire nécessaire pour être le pasteur de nos compatriotes et pour veiller à la formation religieuse de cette élite intellectuelle que le Gouvernement appelle de tous les points de la Côte dans ses Ecoles supérieures.

Partout, il faut donner aux missionnaires les moyens de transport rapides qui économiseront leurs forces et multiplieront leur action.



Conclusion. — Messieurs, notre Société s'est mise

en route, comme Abraham, sans savoir où elle allait, pour obéir à l'ordre de Dieu, lorsqu'elle a commencé très humblement au Sénégal, puis au Congo, enfin au Cameroun. Dieu l'a conduite à travers tous les écueils, elle n'a manqué de rien, et je crois qu'aujourd'hui encore Dieu ne lui donnerait pas une tâche qu'elle serait incapable d'accomplir. C'est cette inébranlable conviction qui me donne le courage, je dirais presque l'audace, de vous entretenir des besoins de l'A. O. F. et de l'A. E. F., alors que je sens si vivement avec nos missionnaires du Sud de l'Afrique et de Madagascar combien il *est urgent* que nous leur donnions un énergique renfort. Je ne veux pas être ici l'avocat d'œuvres nouvelles qui leur enlèveraient un centime ou un homme ! Non certes ! Je n'ai pas voulu plaider une cause, mais très simplement vous rendre compte du mandat que notre Comité m'avait confié et vous faire entendre l'appel que j'ai entendu et qui ne cesse de retentir au plus profond de ma conscience.

Nous ne sommes pas responsables des circonstances, mais nous serions coupables de fermer les yeux et les oreilles. En entrant dans ce siècle nouveau de l'œuvre missionnaire, l'attitude normale n'est-elle pas pour nous de regarder le monde, d'écouter l'appel des multitudes et de demander à Dieu : que veux-tu que je fasse ? Si vraiment il veut nous imposer des responsabilités nouvelles, oh ! qu'il nous donne la vision de Moïse à Horeb et qu'il nous dise lui-même : « J'ai vu la souffrance de mon peuple, maintenant *va* et délivre-le ! »

Qu'il le dise si distinctement à nos Eglises qu'elles puissent se lever, fortes de la joyeuse certitude que dans l'humble et tremblante obéissance, elles feront à nouveau l'expérience de la puissance merveilleuse de Dieu.

CAHORS, IMP. COUESLANT *(personnel intéressé)*. — 26.851